Le 17-04-2016

Télécharger ou imprimer au format PDF

Athènes, le 28 juin 2015.

Un Forum international contre l'Union européenne s'est tenu à Athènes du 26 au 28 juin 2015. Le Parti de l'émancipation du peuple (ex-M'PEP) en était co-organisateur. Ce Forum a adopté une déclaration.

Le Pardem est en accord avec la Déclaration d'Athènes signée par le M'PEP.

Le Forum international anti-Union européenne organisé les 26-28 juin 2015 à Athènes a connu un grand succès.

Son but est le rassemblement des forces populaires et de la gauche de transformation sociale, coordonnées au sein du Forum anti-Union européenne, et le développement des luttes pour le retrait des pays européens de l'euro et de l'Union européenne.

1.- Sept ans après l'explosion de la crise financière, l'Union européenne devient de plus en plus réactionnaire, antipopulaire et néolibérale.

L'austérité est la recette universelle, et personne n'est autorisé à la remettre en cause.

Les pires politiques antipopulaires sont aujourd'hui inscrites dans les gènes de l'Union européenne et dans l'euro.

Ce n'est pas un hasard.

Le néolibéralisme, l'austérité, la destruction des droits sociaux et la dégradation des conditions de vie du monde du travail sont inscrits dans la nature de l'Union européenne.

L'Union européenne est le centre de la crise globale et montre une fois encore qu'elle ne peut pas changer, être réformée ou améliorée.

Au contraire, les États-membres de l'Union européenne imposent des politiques de plus en plus sévères pour la majorité de la population, et de plus en plus favorables aux banques, aux grandes entreprises et à

l'oligarchie.

Placer nos espoirs dans une hypothétique reprise économique et la fin de la crise financière reviendrait à oublier le fait que toutes les politiques de la Banque centrale européenne (BCE) et de l'eurozone ne visent qu'à repousser la crise, jusqu'à un épisode plus sévère dans les prochaines années.

2.- Même les statistiques officielles reconnaissent que la pauvreté, le chômage et l'exclusion sociale augmentent.

Les inégalités sociales explosent.

L'insécurité de l'emploi se généralise.

Les salaires stagnent et en réalité diminuent sous la forme d'une déflation.

Les droits démocratiques sont en train d'être éliminés.

La souveraineté nationale et populaire est en train d'être réduite.

L'écart s'aggrave entre les élites de l'Union européenne et la population, dont une partie a été socialement et financièrement détruite.

Au sein de l'Union européenne d'aujourd'hui, plus rien ne rappelle l'héritage des avancées dans certains pays européens aux lendemains de la Libération, l'État-social, la protection sociale, la démocratie libérale, l'amitié et la coopération entre les peuples.

Les classes travailleuses et les nations européennes n'ont rien à perdre, elles-ont même au contraire déjà beaucoup perdu et perdront encore plus elles restent dans l'impasse catastrophique vers laquelle nous conduit l'Union européenne.

3.- Les politiques constamment suivies par l'Union européenne sont celles d'un néolibéralisme pur et dur : **privatisations, austérité, dérégulation financière, attaques contre le monde du travail, soutien au capital, subventions aux grandes entreprises, étranglement du secteur public et réduction des prestations des services sociaux.**

Ces politiques sont le cœur de l'Union européenne et ne peuvent pas être réformées.

Elles sont imposées avec ou sans consensus social, à travers des menaces financières et le chantage au défaut.

Les élites ne recherchent même plus la caution démocratique du consentement volontaire des parlements nationaux.

Au prétexte de garantir la solvabilité des banques et de continuer à faire partie de l'eurozone, les dirigeants de l'Union européenne menacent les peuples d'Europe dans le but de les maintenir dans la machine à broyer

de l’intégration européenne.

4.- Avec les inégalités sociales, les inégalités entre nations continuent de s’approfondir.

Des États puissants et d’autres faibles, des États qui en menacent d’autres et des États qui sont menacés, telle est l’image qui définit l’Europe d’aujourd’hui.

La souveraineté populaire est éradiquée et la souveraineté nationale est sapée par le capital supranational.

Le but du maintien de cette compétition conduit à un processus d’extermination des nations les plus faibles, la convergence a été remplacée par la divergence.

L’Union européenne a tous les traits d’une union impérialiste : compétition, répression sociale et nationale, la survie des plus forts étant obtenue par des moyens financiers modernes, les réglementations strictes de l’UE, la bureaucratie bruxelloise, et aussi la BCE qui est indépendante des gouvernements et des parlements.

5.- L’euro est l’outil le plus essentiel pour la subordination des États et des peuples d’Europe.

Il est par nature une monnaie néolibérale, il est fondé sur le cœur néolibéral du pacte de stabilité et de croissance.

Comme la récente crise de la dette publique l’a montré, spécialement pour les États périphériques de l’Union, être membre de l’eurozone équivaut à la complète cession de tous les outils de politique financière à la bureaucratie bruxelloise et à la dictature des banques.

L’euro est bien davantage qu’une monnaie.

Il est l’enchâssement institutionnel du cœur du néolibéralisme au sein même des États-membres de l’eurozone.

Rester dans l’eurozone prolonge l’impasse sociale, aggrave les inégalités entre nations et équivaut à la destruction du monde du travail.

6.- L’absence d’alternative forme le dogme central de l’Union européenne.

Les partis socio-démocrates et travaillistes ont accepté très tôt l’hégémonie néolibérale, introduisant des politiques identiques, pour l’essentiel, à celles conduites par les partis conservateurs, de droite ou chrétiens-démocrates.

La participation de la gauche communiste ou radicale à de tels gouvernements a été désastreuse pour les classes populaires, brouillant le clivage historique entre la gauche et la droite.

Le cadre de l'Union européenne n'a jamais permis d'évolution en faveur de politiques bénéficiant aux classes populaires.

Parallèlement, le soutien à l'Union européenne et à l'euro de la part d'une grande majorité des partis communistes et de la gauche radicale a ouvert la voie aux progrès de l'extrême droite et aux partis néo-fascistes, qui tentent d'apparaître comme les champions de l'indépendance et de la dignité nationales contre la destruction sociale et économique menée par l'UE.

Ces partis se présentent comme les plus eurosceptiques et critiques envers l'intégration européenne.

Ceci explique leur montée impressionnante de ces dernières années.

La réalité des politiques européennes - l'austérité, les contraintes financières, la primauté donnée au marché et la défense des intérêts capitalistes -, a été clairement démontrée avec l'expérience du gouvernement grec actuel : ces politiques ne sont pas négociables.

7.- Malgré ses déclarations pour faire bouger la Grèce (et toute l'Europe) vers la gauche, et bien qu'il ait été élu sur une plateforme anti-austérité et anti-mémorandum, le gouvernement SYRIZA a tenté de trouver un compromis avec l'UE.

Il a accepté les principes essentiels du programme d'austérité de la Troïka avec les privatisations, les atteintes à la sécurité sociale, les baisses de salaire, l'augmentation de la fiscalité indirecte qui frappe surtout les classes les plus pauvres.

Il a accepté l'augmentation des impôts qui encourage la récession et aggrave l'austérité.

Le gouvernement grec s'est enfoncé dans ses illusions : la possibilité de solutions progressistes au sein de l'UE pour en modifier le cadre. Il ne s'est pas battu pour la sortie et le désengagement de la Grèce de l'Union européenne et a condamné la Grèce à suivre les politiques néolibérales.

Cependant, même cette version des programmes d'austérité de la Troïka a été jugée inacceptable pour l'Union européenne et le FMI.

Le mécontentement populaire qui couve contre ses capitulations a obligé le gouvernement SYRIZA à rompre les négociations et à appeler à un référendum contre les propositions de la Troïka.

Ce référendum présente une occasion à saisir pour un vote massif en faveur du NON, pas seulement sur les propositions des créditeurs, mais aussi à l'euro et à l'UE pour envoyer un message d'espoir et de lutte à travers toute l'Europe.

8.- Nous avons besoin d'un programme en faveur du droit des nations, des peuples et du monde du travail.

1. Sortie de l'eurozone, application de barrières aux mouvements de capitaux, contrôle des prix.
2. Redistribution des revenus et de la richesse en faveur du monde du travail, des paysans et des

classes moyennes et contre le grand capital.

3. Planification économique et sociale par l'État, reconstruction industrielle, nationalisation des banques et des entreprises stratégiques. Amélioration de la santé publique, de la sécurité sociale, des services publics, de l'environnement.
4. Restauration de la souveraineté populaire et nationale. Abrogation de toutes les réglementations, institutions et lois qui retirent au peuple la possibilité de décider.
5. Répudiation et annulation de la dette publique.
6. Non au Pacte transatlantique sur le commerce et l'investissement.
7. Arrêt des politiques impérialistes de l'UE et de l'OTAN contre les peuples. Solidarité avec le combat du peuple du Donbass en Ukraine. Solidarité avec le combat anti-impérialiste de libération nationale au Moyen-Orient.
8. Sortie des organisations supranationales qui préservent le statu quo néolibéral telles l'Otan, le Fmi, la Banque mondiale, l'OMC et bien évidemment l'UE et l'eurozone.

Le Forum international anti-Union européenne qui s'est tenu à Athènes s'engage à prendre des initiatives de coordination d'actions entre mouvements, fronts, partis politiques et organisations qui luttent contre l'UE.

Une initiative sera prise dans les prochains mois qui se traduira par une campagne paneuropéenne appelée "L'Union européenne dissout l'Europe – dissolvons l'UE". Elle sera mise au point à la prochaine réunion du Forum international qui sera organisée au courant de l'hiver 2015-2016.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire